

Développements macroéconomiques récents

La croissance économique du Zimbabwe s'est accélérée pour atteindre 6,3 % en 2021, contre la contraction de 5,3 % enregistrée en 2020. Elle a été soutenue par une récolte exceptionnelle, qui a permis à l'agriculture de faire un bond de 36,2 % en 2021, après une croissance de 4,2 % en 2020. Le PIB par habitant a également augmenté, de 4,9 % en 2021, comparativement au recul de 6,7 % de 2020. Grâce à l'amélioration de la mobilisation des recettes et à une restriction des dépenses, le solde budgétaire est positif, à 0,6 % du PIB en 2021. L'inflation a chuté à 91,8 % en 2021, contre 557,3 % en 2020, reflétant un ralentissement de la hausse des prix alimentaires favorisée par l'amélioration de l'approvisionnement. En décembre 2021, le taux de change officiel, de 108 ZWL contre 1 USD, est surévalué, comme l'indique l'écart de 67 % avec le taux parallèle, de 180 ZWL contre 1 USD/USD.

Le Zimbabwe est considéré comme un pays surendetté, avec une dette totale de 13,7 milliards d'USD, dont 13,2 milliards de créances extérieures. Le compte courant est néanmoins resté positif, grâce à la baisse des importations alimentaires. La performance du secteur financier est satisfaisante en 2021, avec un taux de prêts non productifs de 3,5 % pour une valeur de référence de 5 %, tandis qu'en juin 2021 le ratio d'adéquation des fonds propres s'est élevé à 32 %, au-dessus de l'exigence de 12 %. En août 2021, le Zimbabwe a reçu l'allocation de DTS d'un montant de 655,6 millions (équivalents à 960 millions USD, soit 4 % du PIB). Le gouvernement en a consacré la moitié au déploiement de la vaccination contre la COVID-19, à l'agriculture, à l'exploitation minière et au développement des infrastructures tandis que l'autre moitié a été allouée au renforcement des réserves. Cependant, les niveaux de pauvreté restent élevés : 44,0 % en 2021.

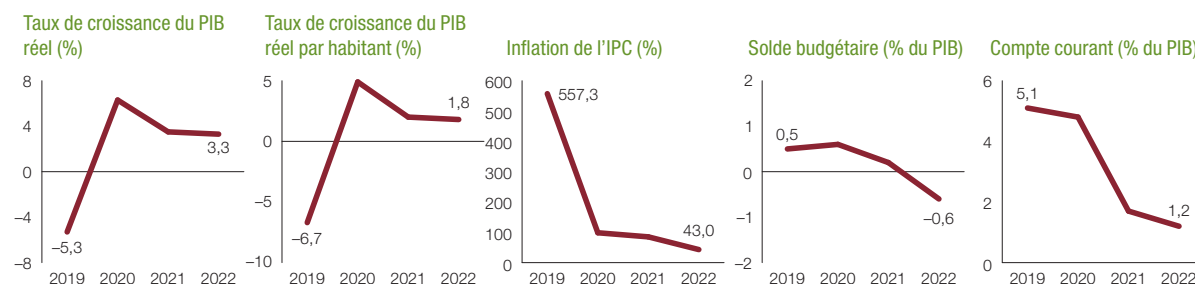
Perspectives et risques

La croissance devrait atteindre 3,5 % en 2022 et 3,2 % en 2023, tirée par la performance agricole qui reste favorable et l'amélioration de la stabilité macroéconomique. L'inflation pourrait chuter à 85 % en 2022 et à 43 % en 2023, grâce à la stabilité des prix alimentaires et du taux de change. Compte tenu du maintien de la discipline budgétaire, le déficit budgétaire devrait diminuer jusqu'à 0,2 % du PIB. Le compte courant

restera positif, essentiellement grâce à la baisse des importations de produits alimentaires à mesure que la production nationale se redresse, et à l'augmentation des revenus des exportations découlant de l'amélioration des prix des matières premières. La COVID-19 continue à présenter des risques et l'émergence de nouveaux variants pourrait affecter l'activité économique. Le surendettement et le changement climatique constituent d'autres risques. En 2021, le Zimbabwe a développé la Stratégie pour l'apurement des arriérés, l'allègement de la dette et la restructuration afin d'orienter l'engagement avec les bailleurs de fonds et les créanciers, afin de régler ses dettes et de débloquer le financement au développement.

Changement climatique et options de politiques publiques

Le Zimbabwe se situe au 2^e rang de l'IRC 2021. Le changement climatique a augmenté la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations, les tempêtes et les vagues de chaleur. Le cyclone Idai en 2019 a entraîné des dommages directs, estimés à 622 millions USD, aux infrastructures, propriétés, cultures et au bétail. Dans le cadre de sa Stratégie nationale de développement 2021-2025, le gouvernement fixe les priorités suivantes : intégration du changement climatique et du financement correspondant dans les programmes nationaux ; renforcement des systèmes d'alerte précoce ; promotion de l'innovation intelligente face au climat et du transfert de technologies ; renforcement des capacités et sensibilisation à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. Pour faire avancer les mesures d'atténuation et d'adaptation, le Zimbabwe nécessite un soutien national et international, car, d'après les estimations, les actions d'atténuation coûteront à elles seules, 4,83 milliards USD. Le financement canalisé par le Fonds national pour le changement climatique et la Facilité pour le financement climatique (en cours de développement) devrait attirer l'engagement du secteur privé dans le cadre d'un financement mixte et d'approches axées sur les résultats. L'objectif est de diminuer les risques pour les marchés, d'intensifier les investissements d'impact et d'accroître la participation aux actions climatiques. Le Zimbabwe est en bonne voie d'atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.